

À la lecture des contributions émises par les communistes, il apparaît que deux débats se détachent en vue du Congrès : la question du socialisme et notre analyse de la situation internationale. Tentons de voir le lien entre le projet de société que nous défendons et le cadre matériel dans lequel elle s'inscrit.

Le transfert de valeur vers l'appareil militaire

Partons de la France : le délabrement avancé des services publics, écoles, hôpitaux, justice, finances publiques, rail... provoque régulièrement l'indignation de nos compatriotes. Celui-ci est la conséquence d'un choix politique parfaitement assumé par les gouvernements successifs mais intensifiés sous Macron à savoir la baisse brutale de recettes publiques consécutifs aux cadeaux fiscaux au Capital. De même, le démantèlement calculé de l'appareil productif – 1,2 millions d'emplois industriels supprimés en 35 ans – résulte d'un choix : celui de l'État de ne pas protéger l'industrie afin de permettre aux capitalistes d'augmenter leur rentabilité.

Aussi, la volonté affichée par l'État de renforcer le budget des armées est écœurante. Dans une situation de grand déclassement de la France, la réponse de la bourgeoisie se trouve dans la fuite en avant belliciste et la relance de la course aux armements. Cet « argent magique » vient répondre aux exigences de Donald Trump qui enjoint les Etats-membres de l'Otan à augmenter leur budget militaire.

Ainsi en 2025, les dépenses militaires totales des membres de l'Otan étaient de 1500 milliards \$, faisant de cette organisation la plus grande menace pour la paix et la sécurité collective au monde. Il constitue un bloc intégré sous leadership états-unien, les États européens étant entièrement voués à en protéger les intérêts.

Pour un développement souverain et démocratique

Depuis longtemps, notre Parti a intégré à sa réflexion le lien entre le combat pour les services publics et celui pour la paix. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la Nation, inspiré par le programme du CNR, s'est dotée de grands monopoles publics. De même la sécurité sociale et le statut de la fonction publique constituaient des tentatives d'arracher des pans entiers de l'économie à l'emprise du marché, ce que Thorez concevait alors comme une « voie française vers le socialisme ». Notons que ces conquêtes ont été combattues immédiatement par la bourgeoisie selon un processus purement national.

Depuis les années 1980, les privatisations et déréglementations ont fait largement reculer ces conquêtes. Dans le secteur des télécoms, de l'énergie, du transport ferroviaire... des biens nationalisés ont été livrés à la rapacité des capitalistes afin de répondre au cadre toujours plus étroit de l'intégration européenne. La bourgeoisie française quand elle n'embrasse pas directement ces reculs, se réfugie derrière l'argument européen.

Effectivement, le cadre budgétaire, monétaire et commercial des traités européens limitent fortement les marges de manœuvre des États et les choix démocratiques des peuples. Prenons la politique monétaire par exemple : notre Parti a fait campagne pour faire financer des projets de développement industriel par la création monétaire. Pourtant, les traités qui fondent la Banque centrale européenne non seulement définissent son fonctionnement indépendant, mais fixent sa politique restrictive dans le marbre.

Développer les forces productives et les services publics, garantir des moyens à la Nation pour un développement souverain et durable est donc en contradiction flagrante avec l'ordre juridique imposé par les traités libéraux. Le Parti communiste français ne s'y est pas trompé en les rejetant tous : la rupture avec l'Union européenne est un préalable à toute réflexion sur le socialisme.

Otan et UE main dans la main

L'Union européenne constitue la pointe orientale du bloc impérialiste sous domination des États-Unis. Malgré les menaces flagrantes que font peser ces derniers sur les intérêts des États-membres européens, les classes dirigeantes européennes sont incapables de rompre avec Washington. Les deux organisations Otan et UE constituent des organisations complémentaires menaçant la sécurité collective des zones à sa marge. L'argument selon lequel l'UE défendrait la paix et les droits humains s'écroule alors face au soutien sans faille au régime fasciste et génocidaire d'Israël.

Si l'UE est compatible avec des régimes d'extrême-droite rognant allègrement sur les libertés publiques tels que la Hongrie d'Orban, on comprend alors aisément que l'extrême-droite soit compatible avec l'UE. Voir à ce titre les revirements successifs du RN sur le sujet.

Quel rôle pour notre Parti ?

Il est devoir du Parti de proposer un chemin de développement alternatif au capitalisme fondé sur l'appropriation collective des moyens de production et la paix. La simple opposition au capitalisme ne suffit pas à définir notre projet dans sa singularité communiste. Les nationalisations, socialisations et les échanges multilatéraux entre peuples souverains constituent des bases solides sur lesquels construire le développement que nous souhaitons pour notre peuple.

Ce développement est impossible dans le cadre de l'Otan et de l'UE. Non pas tels qu'ils sont actuellement, car le rapport de force nous serait défavorable, mais parce que leur raison d'être est précisément d'empêcher ce type de développement.

Le Parti ne peut pas engager de débat sérieux sur le socialisme et la paix sans rupture avec l'UE et l'OTAN.